

Ministère du travail en Seine Saint Denis : BIENTÔT PLUS PERSONNE AU BOUT DU FIL ?

Grace au mouvement des gilets jaunes, qui conteste depuis plus de six mois la politique du président de riches, la question de l'accès des usagers au service public revient sur le devant de la scène. Macron a été contraint d'annoncer plus de fonctionnaires « sur le terrain ». Mais à l'unité départementale 93 du ministère du travail, nous constatons que c'est l'inverse qui se produit ! Tous nos services sont concernés :

A l'inspection du travail, de nouvelles suppressions de postes sont annoncées alors que les précédentes ont eu lieu il y a deux ans à peine. Les recrutements d'inspecteurs/trices sont dérisoires : en septembre prochain, 15 à 20% des sections d'inspection du travail de la Seine-Saint-Denis n'auront pas d'agent-e attiré-e. Le ministère prévoit également de réduire encore le nombre d'assistant-e de contrôle, qui assure pourtant l'accueil indispensable et le premier renseignement des usager-e-s.



⇒ A la main d'œuvre étrangère, 40% des postes sont vacants. Les demandes d'autorisation de travail s'empilent et les usager-e-s doivent attendre parfois de long mois pour obtenir une réponse. La réponse de notre ministère ? Refiler ces missions à la préfecture, où les délais de traitement sont encore pires !

⇒ Au service des renseignements en droit du travail, faute d'agent-e-s en nombre suffisants pour accueillir les usager-e-s, une prise de rendez-vous obligatoire par internet a été instaurée sur la moitié de la semaine. Des salariés se déplacent dans nos locaux pour s'entendre répondre qu'ils doivent prendre rendez-vous ou revenir l'après-midi.

⇒ Les services dédiés à la politique de l'emploi s'étiolent alors que les besoins et les sollicitations sont considérables, que ce soit pour l'insertion des publics en difficulté, la gestion des mesures d'accès à l'emploi. Leur fusion dans une direction fourre-tout dirigée par le préfet vient d'être annoncée, avec probablement de nouvelles suppressions de postes à la clef.

Suppressions de postes



C'est donc le démantèlement des services publics assurés par le ministère du travail, pourtant déjà réduits à peau de chagrin (-20% d'effectifs entre 2009 et 2017), qui est en cours.

Il n'y a pas de magie... avec moins d'agents, c'est forcément moins de service public, moins de contrôle de la réglementation du travail, des salariés moins protégés, moins renseignés, seuls face à leur employeur. Ce sont aussi nos conditions de travail qui se dégradent, parfois de façon dramatique puisque les suicides et tentatives de suicides se multiplient au ministère du travail.

Les agent-e-s du ministère du travail de Seine-Saint-Denis sont mobilisés contre la casse des statuts de la fonction public et pour un service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au service des travailleurs-ses avec ou sans emploi

Rassemblement

Mardi 21 mai 2019 à partir de 12h—Autour d'un barbecue revendicatif

1 avenue Youri Gagarine à Bobigny (M^o Pablo Picasso)

Prises de paroles d'usagers et d'autres services publics et interpellation de la direction de l'Unité Départementale